

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 969

[C — 2008/27044]

14 FEVRIER 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions d'agrément des laboratoires chargés des analyses de sol pour y quantifier l'azote potentiellement lessivable (APL) dans le cadre de la mise en œuvre de l'article R.220 du livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture, tel que modifié le 15 février 2007, et dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL) de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.177, R.188 à R.229, R.459 et R.460 et, plus particulièrement, l'article R.220;

Vu la Décision C(2007)6643 de la Commission des Communautés européennes accordant à la Belgique une dérogation, pour la Région wallonne, en application de la Directive 91/676/CÉE du Conseil concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL) de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 12 octobre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 18 octobre 2007;

Vu l'avis n° 43.749/4 du Conseil d'Etat, rendu le 21 novembre 2007;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions et objet*

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté on entend par :

1° « analyse en aveugle » : analyse d'un objet soumis à l'essai par un laboratoire ne connaissant pas le niveau de la variable mesurée;

2° « azote potentiellement lessivable » ou « APL » : quantité d'azote nitrique contenue dans le sol à l'automne, susceptible d'être entraînée hors de la zone racinaire pendant l'hiver;

3° « essai interlaboratoires » ou « comparaison interlaboratoires » : organisation, exécution et évaluation d'essais ou de mesures sur des objets soumis à l'essai ou à des essais semblables par au moins deux laboratoires différents dans des conditions prédéterminées;

4° « matériau de référence » : matériau ou substance dont une (ou plusieurs) valeur(s) de la (des) propriété(s) est (sont) suffisamment homogène(s) et bien définie(s) pour permettre de l'utiliser pour l'étalonnage des appareils, l'évaluation d'une méthode de mesurage, ou l'attribution de valeurs aux matériaux;

5° « Ministre » : le Ministre qui a la Politique de l'eau dans ses attributions;

6° « objet soumis à l'essai » : matériau ou produit présenté à un laboratoire à des fins d'essai;

7° « système qualité » : système de gestion d'un laboratoire qui, conforme aux normes ISO 17025 ou BPL, garantit la qualité organisationnelle et technique des activités d'un laboratoire et donc des résultats d'analyse générés par celui-ci.

Art. 2. Le présent arrêté a pour objet de fixer les critères et la procédure d'agrément des laboratoires qui seront habilités à mesurer la quantité d'APL des sols, dans le cadre de la mise en œuvre du livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture, tel que modifié le 15 février 2007 et, plus particulièrement, de son article R.220, et dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL) de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles.

CHAPITRE II. — *Critères et procédure d'agrément*

Art. 3. Pour obtenir l'agrément en vue de réaliser des analyses d'APL des sols dans le cadre des arrêtés cités à l'article 2, les laboratoires doivent répondre aux conditions suivantes.

§ 1^{er}. La demande d'agrément est adressée à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau. Elle est accompagnée des renseignements suivants :

1° l'identité de la personne physique ou le statut juridique de la personne morale exploitant le laboratoire pour lequel l'agrément est demandé;

2° le domicile ou les sièges social et administratif du demandeur ainsi que le siège d'exploitation du laboratoire;

3° le nom, la profession et la fonction de la personne qui assume la direction effective du laboratoire;

4° à défaut de fournir un certificat d'accréditation aux normes ISO 17025 ou BPL pour l'analyse de l'azote nitrique dans les sols, une liste des membres du personnel chargés des analyses, avec indication de leurs qualifications professionnelles;

5° à défaut de fournir un certificat d'accréditation aux normes ISO 17025 ou BPL pour l'analyse de l'azote nitrique dans les sols, une description des locaux, du matériel, de l'appareillage scientifique et de la documentation dont dispose le laboratoire.

La Division de l'eau transmet, dans le mois de la réception de la demande, copie de cette demande au laboratoire de référence afin d'entamer la procédure prévue à l'article 4.

§ 2. Le laboratoire qui demande l'agrément doit répondre aux critères de gestion suivants :

1° la forme de la société ou de l'association ne peut entraver l'exercice indépendant vis-à-vis des clients des activités du laboratoire;

2° le responsable du laboratoire possède les qualifications scientifiques et techniques nécessaires et est entièrement indépendant des entreprises auxquelles le laboratoire a affaire.

Art. 4. Afin de démontrer sa compétence, un demandeur devra réaliser, à ses frais, des analyses en aveugle sur six objets soumis à l'essai issus de trois matériaux de référence, conformément à l'article 8. Les six objets soumis à l'essai sont délivrés par le laboratoire de référence désigné par l'article 6. Les résultats des analyses ne pourront présenter de marges d'erreurs supérieures à celles fixées par le Ministre, sur proposition du comité de suivi institué par l'article 10. Les marges d'erreurs sont fixées et communiquées au demandeur préalablement à l'analyse.

Si les résultats de cette série d'analyses ne sont pas satisfaisants, le demandeur peut procéder, toujours à ses frais, dans un délai de trois mois, à une nouvelle série d'analyses en aveugle sur six objets soumis à l'essai issus de trois autres matériaux de référence. Les six objets soumis à l'essai sont également délivrés par le laboratoire de référence.

Si, à nouveau, les résultats de cette seconde série d'analyses ne sont pas satisfaisants, l'agrément est refusé. Une nouvelle demande ne peut être introduite qu'après un délai d'un an à compter de la date de notification de refus d'agrément.

Art. 5. § 1^{er}. L'agrément est notifié par le Ministre pour une période de cinq ans. Il n'est effectif qu'à compter de sa publication au *Moniteur belge*.

§ 2. Les laboratoires agréés sont tenus de s'inscrire dans une procédure d'essais inter laboratoires coordonnée par le laboratoire de référence en vue de calibrer trois fois par an leurs résultats d'analyse. En cas de résultats non conformes, l'article 14 est d'application.

§ 3. Une demande de renouvellement d'agrément peut être introduite au plus tard trois mois avant l'expiration de la période de 5 ans. Jusqu'à ce qu'il ait été statué sur cette demande suivant la procédure prévue à l'article 4, le laboratoire reste agréé et peut continuer à effectuer des analyses.

§ 4. A défaut d'introduction d'une demande de renouvellement aux conditions prévues par le § 3, l'agrément prend fin automatiquement au terme des 5 ans.

CHAPITRE III. — *Du laboratoire de référence*

Art. 6. § 1^{er}. Le Ministre désigne le laboratoire de référence, ainsi que les organismes éventuellement chargés de l'assister. Le laboratoire de référence satisfait aux conditions suivantes :

- avoir son siège social situé en Région wallonne;
- avoir une expertise scientifique et une expérience technique démontrée de la méthode de dosage de l'azote minéral dans les sols utilisée Région wallonne;
- avoir développé une activité scientifique de niveau international relative à l'étude du cycle de l'azote dans les sols agricoles.

§ 2. Une fois désigné par le Ministre, le laboratoire de référence est considéré agréé au sens du présent arrêté.

Art. 7. § 1. Dans le cadre de sa mission, le laboratoire de référence est chargé :

1° de soumettre les laboratoires sollicitant leur agrément à une enquête technique et à la procédure décrite à l'article 4. Le certificat d'accréditation aux normes ISO 17025 ou BPL pour l'analyse de l'azote nitrique dans les sols tient lieu d'enquête technique;

2° de tester, pour les laboratoires ne disposant pas du certificat d'accréditation aux normes ISO 17025 ou BPL pour l'analyse de l'azote nitrique dans les sols, les conditions de mise en œuvre des méthodes analytiques;

3° de participer aux groupes de travail nationaux ou internationaux relatifs aux méthodes et techniques de prélèvements, de mesures in situ et d'analyses de nitrates dans les sols;

4° de développer, d'améliorer et de tester les méthodes de prélèvements, de mesure in situ et d'analyse de nitrates dans les sols;

5° selon les conditions fixées par le comité de suivi institué à l'article 10, d'apporter un support technique à l'administration;

6° selon les conditions fixées par le comité de suivi institué à l'article 10, d'exécuter les missions pour compte de l'administration en rapport avec celle de laboratoire de référence.

§ 2. Dans le cadre de cette mission de référence, les tâches suivantes pourront être déléguées pour assister le laboratoire de référence sont :

- 1° la coordination de l'organisation d'essais interlaboratoires réalisés trois fois par an;
- 2° l'élaboration et la mise à jour d'une base de données des résultats d'analyse rencontrés par les laboratoires agréés;
- 3° l'apport d'un support statistique au laboratoire de référence pour le traitement des résultats des essais interlaboratoires.

Art. 8. Les méthodes de référence pour doser le niveau d'azote potentiellement lessivable dans les sols sont fixées par le Ministre qui a l'eau dans ses attributions.

Art. 9. Les laboratoires sollicitant leur agrément assument les frais relatifs à la procédure d'agrément. Les laboratoires agréés assument également les frais des essais inter laboratoires réalisés trois fois par an. Le tarif des prestations du laboratoire de référence dans le cadre des demandes d'agrément et des essais inter laboratoires sont fixés par le Ministre sur proposition du comité de suivi prévu à l'article 10.

Le laboratoire de référence tient une comptabilité séparée des recettes et dépenses relatives à l'exercice de la mission de laboratoire de référence; cette comptabilité est soumise au contrôle de l'administration.

Le laboratoire de référence présente au Ministre un rapport annuel des activités réalisées dans le cadre de la présente mission.

Art. 10. Un comité, ci-après dénommé : comité de suivi, est institué pour assurer le suivi de la mission de laboratoire de référence.

Le comité de suivi exerce les missions suivantes :

- 1° l'élaboration et l'examen de procédures relatives à la planification, à l'exécution, à l'analyse, au rapport et à l'efficacité du système d'essais interlaboratoires;
- 2° l'évaluation de la performance des laboratoires participants aux essais interlaboratoires à partir des résultats de ceux-ci;
- 3° la vérification de l'organisation des essais interlaboratoires afin d'en garantir l'impartialité;
- 4° l'instruction des plaintes éventuelles relatives à l'agrément, la décision finale sur ces plaintes revenant à l'administration;
- 5° l'élaboration d'éventuelles recommandations concernant la procédure d'agrément;
- 6° la mise en place de groupes de travail techniques;
- 7° l'approbation du rapport annuel de la mission du laboratoire de référence;
- 8° l'approbation et le contrôle des dépenses relatives à la mission du laboratoire de référence.

Art. 11. Le comité de suivi est composé :

- 1° du Ministre ou de son représentant
- 2° du Directeur général de l'administration ou de son représentant qui assure la présidence;
- 3° du responsable du laboratoire de référence ou de son représentant;
- 4° du responsable de(s) l'organisme(s) chargé(s) d'assister le laboratoire de référence ou de son (ses) représentant(s), s'il échet;
- 5° selon l'ordre du jour, des personnes de l'administration, du laboratoire de référence ou des experts utiles au bon fonctionnement du comité peuvent être invitées; ces personnes sont choisies par le président du comité de suivi;
- 6° de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre de l'Environnement;
- 7° d'un représentant des laboratoires agréés par la Région wallonne peut siéger en qualité d'observateur.

Le comité de suivi élabore son règlement d'ordre intérieur dans lequel figurent les dispositions relatives aux engagements financiers spécifiques. En cas de besoin, il statue à la majorité simple.

CHAPITRE IV. — Obligations des laboratoires agréés, retrait de l'agrément

Art. 12. En ce qui concerne les analyses d'azote potentiellement lessivable, tout laboratoire agréé est tenu :

- 1° de permettre aux agents de la Division de l'Eau d'accéder aux locaux du laboratoire et de consulter tous les documents se rapportant aux analyses et à la comptabilité;
- 2° de permettre au responsable du laboratoire de référence ou à son délégué d'accéder aux locaux du laboratoire et de consulter tous les documents se rapportant aux analyses;
- 3° de se conformer aux instructions publiées par l'Institut belge de normalisation et aux directives de la Division de l'Eau en ce qui concerne les conditions d'analyse et la rédaction des protocoles s'y rapportant;
- 4° de transmettre les résultats des analyses effectuées en qualité de laboratoire agréé au laboratoire de référence ou à l'organisme chargé de l'assister, dans les délais et les formes fixés par celui-ci, afin d'alimenter une base de données sur le sujet;
- 5° de ne pas communiquer à des tiers autres que le laboratoire de référence ou l'organisme chargé de l'assister, ni publier les résultats des analyses, sans autorisation du Ministre;
- 6° de participer aux essais interlaboratoires dont question aux articles 5, 7 et 10;
- 7° d'informer la Division de l'Eau de toute modification concernant les renseignements communiqués dans la demande d'agrément.

Art. 13. En cas de transmission du laboratoire agréé à une autre personne physique ou morale, ou en cas de fusion ou d'absorption de la personne morale à laquelle l'agrément a été délivré, la demande doit être renouvelée.

Cette demande devra être conforme aux prescriptions des articles 3 et 4.

Dans ces cas, le délai pour introduire la demande est de trois mois à dater de la publication du changement au *Moniteur belge*.

Si la demande n'est pas introduite dans ce délai, l'agrément est retiré par le Ministre. L'arrêté de retrait est notifié à l'intéressé et publié par extrait au *Moniteur belge*.

Art. 14. § 1^{er}. L'agrément peut être retiré par le Ministre, provisoirement ou définitivement lorsque :

- 1° les informations transmises conformément à l'article 3 ne correspondent pas à la situation réelle;
- 2° les dispositions de l'article 12 ne sont pas respectées;
- 3° les procédures d'échantillonnage fixées par le Ministre ne sont pas respectées;
- 4° les résultats d'analyse sont déclarés systématiquement contestables, entre autres sur avis du comité de suivi émis sur base des essais interlaboratoires dont question aux articles 5, 7 et 10.

§ 2. Avant le retrait de l'agrément, le laboratoire intéressé reçoit un avertissement par lettre recommandée; il est invité à faire valoir ses moyens de défense dans un délai d'un mois.

§ 3. L'arrêté de retrait d'agrément est motivé. Il est notifié à l'intéressé et est publié au *Moniteur belge* par extrait.

Art. 15. La liste des laboratoires agréés est tenue à jour par l'administration.

CHAPITRE V. — Dispositions transitoires et finales

Art. 16. § 1^{er}. Jusqu'à agrégation officielle, tout laboratoire qui respecte l'ensemble des prescriptions techniques fixées par le Ministre le concernant, et notamment les laboratoires du réseau d'analyse et de conseil REQUASUD, peut être considéré comme agréé par l'administration.

§ 2. En cas de non respect des prescriptions techniques fixées par le Ministre le concernant, l'administration peut refuser ou retirer à un laboratoire le bénéfice du § 1^{er}.

Art. 17. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2008

Art. 18. Le Ministre qui a la Politique de l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Namur le 14 février 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 969

[C - 2008/27044]

14. FEBRUAR 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung von Laboren, die mit den Bodenanalysen zur Quantifizierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) beauftragt sind, im Rahmen der Umsetzung von Artikel R.220 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, in seiner am 15. Februar 2007 abgeänderten Fassung, sowie im Rahmen der Umsetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.177, R.188 bis R.229, R.459 und R.460 und ganz besonders des Artikels R.220;

Aufgrund der Entscheidung K(2007) 6643 der Kommission der Europäischen Gemeinschaften durch die dem Antrag Belgiens auf Genehmigung einer Ausnahmeregelung auf der Grundlage der Richtlinie 91/676/EWG des Rates zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen in Bezug auf die Region Wallonien stattgegeben wird;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind;

Aufgrund des am 12. Oktober 2007 abgegebenen günstigen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 18. Oktober 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 21. November 2007 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 43.749/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Definitionen und Gegenstand

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° «Blindanalyse»: Analyse eines Prüfobjekts durch ein Labor, das das Niveau der gemessenen Variable nicht kennt;

2° «potentiell auswaschbarer Stickstoff» oder «PAS»: die Menge Nitratstickstoff, die im Herbst im Boden enthalten ist und die während den Wintermonaten aus der Wurzelzone gewaschen werden kann;

3° «Laborringversuch» oder «Laborringvergleich»: Organisation, Durchführung und Auswertung von Versuchen oder Messungen an einer Prüfung oder vergleichbaren Prüfungen durch mindestens zwei verschiedene Labore unter vorbestimmten Bedingungen unterzogenen Objekten;

4° «Referenzmaterial»: Material oder Werkstoff, von dem ein (oder mehrere) Wert(e) der Eigenschaft(en) ausreichend homogen und gut bestimmt ist (sind), um dessen Verwendung für das Eichen der Geräte, die Auswertung eines Messverfahrens oder die Zuteilung von Werten für die Materialien zu ermöglichen;

5° «Minister»: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört;

6° «Prüfobjekt»: Material oder Produkt, das einem Labor im Hinblick auf dessen Prüfung vorgelegt wird;

7° «Qualitätssystem»: Managementsystem eines Labors, das unter Einhaltung der Normen ISO 17025 oder BPL die organisatorische und technische Qualität der Tätigkeiten eines Labors und daher der von diesem vorgelegten Analysenergebnisse gewährleistet.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass hat zum Gegenstand, die Kriterien und das Verfahren für die Zulassung von Laboren festzusetzen, die dazu ermächtigt werden, die Quantifizierung von APS in den Böden vorzunehmen, im Rahmen der Umsetzung von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, in seiner am 15. Februar 2007 abgeänderten Fassung, und ganz besonders seines Artikels R.220 sowie im Rahmen der Umsetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind.

KAPITEL II — *Kriterien und Verfahren für die Zulassung*

Art. 3 - Um die Zulassung für die Durchführung von PAS-Analysen der Böden im Rahmen der in Artikel 2 erwähnten Erlasse zu erhalten, müssen die Labore folgenden Bedingungen genügen:

§ 1. Der Antrag auf Zulassung wird bei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, eingereicht. Ihm werden folgende Auskünfte beigefügt:

1° die Identität der natürlichen Person oder der Rechtsstatus der juristischen Person, die das Labor, für welches die Zulassung beantragt wird, betreibt;

2° der Wohnort oder der Gesellschafts- und der Verwaltungssitz des Antragstellers sowie der Betriebsitz des Labors;

3° der Name, der Beruf und die Funktion der Person, die für die tatsächliche Leitung des Labors zuständig ist;

4° falls keine Akkreditierungsbescheinigung für die Normen ISO 17025 oder BPL für die Analyse des Nitratstickstoffs in den Böden vorgelegt wird, eine Liste der Personalmitglieder, die mit den Analysen beauftragt sind, mit Angabe ihrer beruflichen Qualifikationen;

5° falls keine Akkreditierungsbescheinigung für die Normen ISO 17025 oder BPL für die Analyse des Nitratstickstoffs in den Böden vorgelegt wird, eine Beschreibung der Räumlichkeiten, des Materials, der wissenschaftlichen Geräte und der Dokumentation, über die das Labor verfügt.

Die Abteilung Wasser übermittelt dem Referenzlabor innerhalb eines Monats nach Eingang des Antrags eine Kopie dieses Antrags, um das in Artikel 4 vorgesehene Verfahren einzuleiten.

§ 2. Das die Zulassung beantragende Labor muss den folgenden Betriebskriterien genügen:

1° die Form der Gesellschaft oder der Vereinigung darf die gegenüber den Kunden unabhängige Ausübung der Tätigkeiten des Labors nicht beeinträchtigen;

2° die fürs Labor verantwortliche Person besitzt die notwendigen wissenschaftlichen und technischen Qualifikationen und ist völlig von den Unternehmen, mit denen das Labor zu tun hat, unabhängig.

Art. 4 - Um seine Fachkompetenz zu beweisen, wird ein Antragsteller auf eigene Kosten Blindanalysen an sechs Prüfobjekten, die aus drei Referenzmaterialien stammen, gemäß Artikel 8 vornehmen müssen. Die sechs Prüfobjekte werden vom in Artikel 6 bezeichneten Referenzlabor geliefert. Die Ergebnisse der Analysen werden keine Fehlerspielräume aufweisen dürfen, die über denen liegen, die vom Minister auf Vorschlag des durch Artikel 10 eingerichteten Begleitausschusses festgesetzt werden. Die Fehlerspielräume werden vor der Analyse festgesetzt und dem Antragsteller mitgeteilt.

Sind die Ergebnisse dieser Serie von Analysen nicht ausreichend, so kann der Antragsteller immer noch auf eigene Kosten innerhalb einer Frist von drei Monaten eine neue Serie von Blindanalysen an sechs Prüfobjekten, die aus drei anderen Referenzmaterialien stammen, vornehmen. Die sechs Prüfobjekte werden ebenfalls vom Referenzlabor geliefert.

Falls die Ergebnisse dieser zweiten Serie von Analysen erneut nicht ausreichend sind, so wird die Zulassung abgelehnt. Ein neuer Antrag darf erst nach einer Frist von einem Jahr ab dem Datum der Zustellung der Ablehnung der Zulassung eingereicht werden.

Art. 5 - § 1. Die Zulassung wird vom Minister für einen Zeitraum von fünf Jahren notifiziert. Sie ist erst ab deren Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt wirksam.

§ 2. Die zugelassenen Labore müssen sich an einem Laborringversuchsverfahren beteiligen, das durch das Referenzlabor koordiniert wird, um ihre Analysenergebnisse dreimal im Jahr zu kalibrieren. Bei nicht ordnungsgemäßen Ergebnissen ist Artikel 14 anwendbar.

§ 3. Ein Antrag auf Erneuerung der Zulassung kann spätestens drei Monate vor dem Ablauf des fünfjährigen Zeitraums eingereicht werden. Bis über diesen Antrag gemäß dem in Artikel 4 vorgesehenen Verfahren befunden worden ist, bleibt das Labor zugelassen und kann es noch weitere Analysen durchführen.

§ 4. Falls kein Antrag auf Erneuerung unter den in § 3 vorgesehenen Bedingungen eingereicht wird, läuft die Zulassung automatisch am Ende der fünf Jahre ab.

KAPITEL III — *Das Referenzlabor*

Art. 6 - § 1. Der Minister bestimmt das Referenzlabor sowie die Einrichtungen, die eventuell damit beauftragt sind, ihm zur Seite zu stehen. Das Referenzlabor genügt folgenden Bedingungen:

- seinen Gesellschaftssitz in der Wallonischen Region haben;

- über ein wissenschaftliches Expertenwissen und eine bewährte technische Erfahrung im Bereich der in der Wallonischen Region verwendeten Methode zur Dosierung des mineralischen Stickstoffs in den Böden verfügen;

- eine wissenschaftliche Tätigkeit internationalen Niveaus in Bezug auf die Studie des Stickstoffs in den landwirtschaftlichen Böden entwickelt haben.

§ 2. Sobald es vom Minister bestimmt worden ist, wird das Referenzlabor als im Sinne des vorliegenden Erlasses zugelassen betrachtet.

Art. 7 - § 1. Im Rahmen seiner Aufgabe wird das Referenzlabor damit beauftragt:

1° die ihre Zulassung beantragenden Labore einer technischen Untersuchung und dem in Artikel 4 beschriebenen Verfahren zu unterziehen. Die Akkreditierungsbescheinigung für die Normen ISO 17025 oder BPL für die Analyse des Nitratstickstoffs in den Böden gilt als technische Untersuchung;

2° für die Labore, die nicht über die Akkreditierungsbescheinigung für die Normen ISO 17025 oder BPL für die Analyse des Nitratstickstoffs in den Böden verfügen, die Bedingungen für die Durchführung der analytischen Methoden zu testen;

3° sich an den nationalen oder internationalen Arbeitsgruppen in Bezug auf die Methoden und Techniken im Bereich der Probenahmen, der Messungen an Ort und Stelle und der Analysen von Nitraten in den Böden zu beteiligen;

4° die Methoden für die Probenahmen, die Messungen an Ort und Stelle und die Analyse von Nitraten in den Böden zu entwickeln, zu verbessern und zu testen;

5° gemäß den vom durch Artikel 10 eingerichteten Begleitausschuss festgesetzten Bedingungen der Verwaltung eine technische Hilfe zu leisten;

6° gemäß den vom durch Artikel 10 eingerichteten Begleitausschuss festgesetzten Bedingungen Aufgaben für Rechnung der Verwaltung durchzuführen, die im Verhältnis mit der Aufgabe als Referenzlabor stehen.

§ 2. Im Rahmen dieser Referenzaufgabe können folgende Aufgaben übertragen werden, um dem Referenzlabor zu helfen:

1° die Koordinierung der Organisation von dreimal im Jahr durchgeführten Laborringversuchen;

2° die Einrichtung und die Aktualisierung einer Datenbank, die die von den zugelassenen Laboren erhaltenen Ergebnisse von Analysen enthält;

3° die Leistung einer statistischen Unterstützung zugunsten des Referenzlabors im Hinblick auf die Behandlung der Ergebnisse der Laborringversuche.

Art. 8 - Die Referenzmethoden zur Dosierung der Menge von potentiell auswaschbarem Stickstoff in den Böden werden vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, festgesetzt.

Art. 9 - Die ihre Zulassung beantragenden Labore zahlen die Kosten für das Zulassungsverfahren. Die zugelassenen Labore zahlen ebenfalls die Kosten für die dreimal im Jahr durchgeführten Laborringversuche. Der Tarif für die Leistungen des Referenzlabors im Rahmen der Anträge auf Zulassung und für die Laborringversuche wird vom Minister auf Vorschlag des in Artikel 10 vorgesehenen Begleitausschusses festgesetzt.

Das Referenzlabor führt eine getrennte Buchhaltung der Einnahmen und Ausgaben in Bezug auf die Ausübung der Aufgaben als Referenzlabor; diese Buchhaltung unterliegt der Kontrolle durch die Verwaltung.

Das Referenzlabor legt dem Minister einen jährlichen Bericht über die im Rahmen der vorliegenden Aufgabe durchgeführten Tätigkeiten vor.

Art. 10 - Ein weiter unten "Begleitausschuss" genannter Ausschuss wird eingerichtet, um die Begleitung der Aufgabe des Referenzlabors zu gewährleisten.

Der Begleitausschuss übt folgende Aufgaben aus:

1° die Erstellung und die Prüfung der Verfahren in Bezug auf die Planung, die Durchführung, die Analyse, die Berichterstattung und die Wirksamkeit des Systems der Laborringversuche;

2° die Bewertung der Leistung der an den Laborringversuchen teilnehmenden Labore aufgrund deren Ergebnisse;

3° die Prüfung der Organisation der Laborringversuche, um deren Unparteilichkeit zu sichern;

4° die Untersuchung der etwaigen Klagen in Bezug auf die Zulassung, wobei die endgültige Entscheidung der Verwaltung vorbehalten ist;

5° die Formulierung etwaiger Empfehlungen bezüglich des Zulassungsverfahrens;

6° die Einrichtung von technischen Arbeitsgruppen;

7° die Genehmigung des jährlichen Berichts über die Aufgabe des Referenzlabors;

8° die Genehmigung und die Kontrolle der Aufgaben bezüglich der Aufgabe des Referenzlabors.

Art. 11 - Der Begleitausschuss besteht aus:

1° dem Minister oder dessen Vertreter;

2° dem Generaldirektor der Verwaltung oder dessen Vertreter, der den Vorsitz gewährleistet;

3° dem Verantwortlichen des Referenzlabors oder dessen Vertreter;

4° dem Verantwortlichen der mit der Unterstützung des Referenzlabors beauftragten Einrichtung(en) oder ggf. dessen bzw. deren Vertreter;

5° je nach der Tagesordnung können Personen aus der Verwaltung, dem Referenzlabor oder Sachverständige, deren Anwesenheit dem guten Funktionieren des Begleitausschusses dienen kann, eingeladen werden; diese Personen werden vom Vorsitzenden des Begleitausschusses ausgewählt;

6° dem bei dem Minister der Umwelt akkreditierten Finanzinspektor;

7° einem Vertreter der durch die Wallonische Region zugelassenen Labore, der als Beobachter den Sitzungen beiwohnen kann.

Der Begleitausschuss erstellt seine Hausordnung, in der die Bestimmungen bezüglich den spezifischen finanziellen Verpflichtungen stehen. Notfalls entscheidet er mit einfacher Mehrheit.

KAPITEL IV — *Verpflichtungen der zugelassenen Labore, Entzug der Zulassung*

Art. 12 - Was die Analysen von potentiell auswaschbarem Stickstoff betrifft, muss jedes Labor:

1° den Bediensteten der Abteilung Wasser den Zugang zu den Räumlichkeiten des Labors und die Einsicht in alle mit den Analysen und der Buchhaltung verbundenen Dokumente gestatten;

2° dem Verantwortlichen des Referenzlabors oder seinem Beauftragten den Zugang zu den Räumlichkeiten des Labors und die Einsicht in alle mit den Analysen verbundenen Dokumente gestatten;

3° die durch das Belgische Institut für Normung veröffentlichten Anweisungen und die Richtlinien der Abteilung Wasser in Bezug auf die Analysebedingungen und das Verfassen der sie betreffenden Protokolle einhalten;

4° die Ergebnisse der als zugelassenes Labor vorgenommenen Analysen dem Referenzlabor oder der mit dessen Unterstützung beauftragten Einrichtung unter Einhaltung der von diesem festgesetzten Fristen und Formen zukommen lassen, um eine diesbezügliche Datenbank zu speisen;

5° sich davon enthalten, Dritten, außer dem Referenzlabor oder der mit dessen Unterstützung beauftragten Einrichtung, die Ergebnisse der Analysen ohne Erlaubnis des Ministers mitzuteilen oder sie zu veröffentlichen;

6° an den in den Artikeln 5, 7 und 10 erwähnten Laborringversuchen teilnehmen;

7° der Abteilung Wasser jede Änderung, die die in dem Antrag auf Zulassung mitgeteilten Auskünfte betrifft, mitteilen.

Art. 13 - Bei Übertragung des zugelassenen Labors an eine andere natürliche oder juristische Person oder bei Fusion oder Übernahme der juristischen Person, der die Zulassung ausgestellt worden ist, muss ein neuer Antrag eingereicht werden.

Dieser Antrag muss den Vorschriften der Artikel 3 und 4 genügen.

In diesen Fällen beträgt die Frist für die Einreichung des Antrags drei Monate ab der Veröffentlichung der Änderung im Belgischen Staatsblatt.

Wird der Antrag nicht innerhalb dieser Frist eingereicht, so wird die Zulassung vom Minister entzogen. Der Entzugserlass wird dem Betroffenen zugestellt und im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Art. 14 - § 1. Die Zulassung kann vorläufig oder endgültig vom Minister entzogen werden, wenn:

1° die gemäß Artikel 3 übermittelten Auskünfte nicht der tatsächlichen Situation entsprechen;

2° die Bestimmungen von Artikel 12 nicht eingehalten werden;

3° die vom Minister festgesetzten Probenahmeverfahren nicht eingehalten werden;

4° die Ergebnisse von Analysen systematisch für fragwürdig erklärt werden, dies u.a. auf der Grundlage eines Gutachtens des Begleitausschusses, das auf der Grundlage der in den Artikeln 5, 7 und 10 erwähnten Laboringversuche abgegeben wird.

§ 2. Vor dem Entzug der Zulassung erhält das betroffene Labor eine Mahnung per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief; es wird aufgefordert, seine Verteidigungsmittel innerhalb einer Frist von einem Monat gelten zu lassen.

§ 3. Der Erlass bezüglich des Zulassungsentzugs wird begründet. Er wird dem Betroffenen zugestellt und im Belgischen Staatsblatt auszugsweise veröffentlicht.

Art. 15 - Die Liste der zugelassenen Labore wird von der Verwaltung aktualisiert.

KAPITEL V — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 16 - § 1. Bis zur amtlichen Zulassung kann jedes Labor, das der Gesamtheit der es betreffenden und vom Minister festgesetzten technischen Vorschriften genügt, und u.a. jedes dem Analyse- und Beratungsnetz REQUASUD angehörende Labor von der Verwaltung als zugelassen betrachtet werden.

§ 2. Bei Nichteinhaltung der es betreffenden und vom Minister festgesetzten Vorschriften kann die Verwaltung einem Labor den Anspruch auf § 1 entziehen.

Art. 17 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2008 wirksam.

Art. 18 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Februar 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 969

[C - 2008/27044]

14 FEBRUARI 2008. — **Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de laboratoria belast met de bodemanalyses voor de kwantificatie van de potentieel uitspoelbare stikstof in het kader van de uitvoering van artikel R.220 van boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, zoals gewijzigd op 15 februari 2007, en in het kader van de uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging, door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof, van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen**

De Waalse Regering,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.177, R.188 tot R.229, R.459 en R.460 en meer in het bijzonder op artikel R.220;

Gelet op Beschikking C(2007)6643 van de Commissie van de Europese Gemeenschappen waarbij een door België voor het Waalse Gewest gevraagde afwijking krachtens Richtlijn 91/676/EEG van de Raad inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen wordt toegestaan;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 oktober 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 oktober 2007;

Gelet op advies 43.749/4 van de Raad van State, gegeven op 21 november 2007;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen en doel

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « blinde analyse » : analyse van een voorwerp dat aan de beproeving onderworpen wordt door een laboratorium dat het niveau van de gemeten variabele niet kent;

2° « potentieel uitspoelbare stikstof » : hoeveelheid nitraatstikstof in de bodem tijdens de herfst, die tijdens de winter uit de wortelzone kan worden gespoeld;

3° « interlaboratoriumproef » of « interlaboratoriumvergelijking » : organisatie, uitvoering en beoordeling van proeven of metingen op voorwerpen die aan de beproeving of vergelijkbare proeven onderworpen worden door minstens twee verschillende laboratoria in vooraf bepaalde voorwaarden;

4° « referentiemateriaal » : materiaal of stof waarvan één of meerdere eigenschapswaarde(n) voldoende homogeen en welomschreven is (zijn) om gebruikt te kunnen worden voor de ijking van apparatuur, de beoordeling van een meetmethode of de toewijzing van waarden aan materialen;

5° « Minister » : de Minister die het waterbeleid onder zijn bevoegdheid heeft;

6° « aan de beproeving onderworpen voorwerp » : materiaal of product dat voor proeven aan een laboratorium wordt voorgelegd;

7° « kwaliteitssysteem » : systeem voor het beheer van een laboratorium dat overeenkomstig de ISO 17025 of GLP-normen de kwaliteit van de activiteiten van een laboratorium op organisatie- en technisch gebied en dus van de door laatstgenoemde tot stand gebrachte analyse-uitslagen waarborgt.

Art. 2. Dit besluit strekt ertoe de criteria en de procedure vast te stellen voor de erkenning van de laboratoria die gemachtigd zijn om de hoeveelheid potentieel uitspoelbare stikstof in de bodem te meten in het kader van de uitvoering van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw, zoals gewijzigd op 15 februari 2007, en meer in het bijzonder in het kader van artikel R.220 ervan, en in het kader van de uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 februari 2008 betreffende de opvolging, door metingen van de potentieel uitspoelbare stikstof, van de conformiteit van de landbouwbedrijven in kwetsbare gebieden met de goede praktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningscriteria en -procedure*

Art. 3. Om de erkenning te krijgen voor de uitvoering van de analyses van de potentieel uitspoelbare stikstoffen in het kader van de in artikel 2 bedoelde besluiten, dienen de laboratoria aan volgende voorwaarden te voldoen.

§ 1. De erkenningsaanvraag moet worden gericht aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water. Daarbij worden volgende gegevens gevoegd :

1° de identiteit van de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die het laboratorium waarvoor de erkenning wordt aangevraagd, uitbaat;

2° de woonplaats of de maatschappelijke en bestuurlijke zetel van de aanvrager en de bedrijfszetel van het laboratorium;

3° naam, beroep en functie van de persoon die de effectieve leiding over het laboratorium heeft;

4° bij gebreke van het voorleggen van een accreditatiecertificaat voor de normen ISO 17025 of GLP voor de nitraatstikstof in de bodem, een lijst van de personeelsleden belast met de analyses, met opgave van hun beroepskwalificaties;

5° bij gebreke van het voorleggen van een accreditatiecertificaat voor de normen ISO 17025 of GLP voor de nitraatstikstof in de bodem, een omschrijving van de lokalen, het materieel, de wetenschappelijke apparatuur en de documentatie waarover het laboratorium beschikt.

De Afdeling Water stuurt binnen de maand na ontvangst van de aanvraag een afschrift van die aanvraag naar het referentielaboratorium om de procedure bepaald in artikel 4 aan te vatten.

§ 2. Het laboratorium dat de erkenning aanvraagt, dient te voldoen aan volgende beheerscriteria :

1° de vorm van de vennootschap of de vereniging mag het laboratorium niet verhinderen zijn activiteiten in volledige onafhankelijkheid ten opzichte van de klanten uit te voeren;

2° de laboratoriumverantwoordelijke bezit de noodzakelijke wetenschappelijke en technische kwalificaties en is volledig onafhankelijk van de ondernemingen waar het moet optreden.

Art. 4. Om zijn bekwaamheid te bewijzen, moet een aanvrager op eigen kosten blinde analyses uitvoeren op zes aan de beproeving onderworpen voorwerpen uit drie referentiematerialen, overeenkomstig artikel 8. De zes, aan de beproeving onderworpen voorwerpen worden verstrekt door het bij artikel 6 aangewezen referentielaboratorium. De analyse-uitslagen mogen geen foutenmarges vertonen die verder afwijken dan de marges bepaald door de Minister na voorstel van het bij artikel 10 opgerichte opvolgingscomité. De foutenmarges worden vóór de analyse bepaald en aan de aanvrager medegedeeld.

Als de uitslagen van die reeks analyses niet voldoening schenken, mag de aanvrager steeds op eigen kosten binnen een termijn van drie maanden een nieuwe reeks blinde analyses uitvoeren op zes voorwerpen uit drie andere referentiematerialen die aan de beproeving worden onderworpen. De zes, aan de beproeving onderworpen voorwerpen worden eveneens verstrekt door het referentielaboratorium.

Als de uitslagen van die tweede reeks analyses opnieuw onvoldoende zijn, wordt de erkenning geweigerd. Een nieuwe aanvraag kan pas worden ingediend na een termijn van één jaar te rekenen van de datum van kennisgeving van de weigering tot erkenning.

Art. 5. § 1. De Minister geeft kennis van de erkenning voor een periode van vijf jaar. Zij heeft pas uitwerking vanaf de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. De erkende laboratoria worden er met het oog op de ijking van hun analyse-uitslagen drie maal per jaar toe verplicht toe te treden tot een procedure van interlaboratoriumproeven die door het referentielaboratorium gecoördineerd wordt. Zijn de uitslagen niet conform, geldt artikel 14.

§ 3. Een aanvraag voor de verlenging van de erkenning kan uiterlijk drie maanden vóór verstrijken van de periode van vijf jaar worden ingediend. Totdat uitspraak is gedaan over die aanvraag volgens de procedure waarvan sprake in artikel 4, blijft het laboratorium erkend en kan het verder analyses uitvoeren.

§ 4. Bij gebreke van indiening van een aanvraag tot verlenging tegen de voorwaarden waarvan sprake in § 3, wordt de erkenning na afloop van de vijf jaar automatisch beëindigd.

HOOFDSTUK III. — *Referentielaboratorium*

Art. 6. § 1. De Minister wijst het referentielaboratorium en de instellingen aan die eventueel ermee belast zijn, het bij te staan. Het referentielaboratorium voldoet aan volgende voorwaarden :

- zijn maatschappelijke zetel in het Waalse Gewest hebben;

- over een aangetoonde wetenschappelijke deskundigheid en technische ervaring beschikken inzake de in het Waalse Gewest gebruikte methode voor de dosering van minerale stikstof in de bodems
- een wetenschappelijke activiteit van internationaal niveau ontwikkeld hebben inzake het onderzoek naar de stikstofcyclus in de landbouwgronden.

§ 2. Als het referentielaboratorium eenmaal door de Minister aangewezen is, wordt het erkend geacht in de zin van dit besluit.

Art. 7. § 1. In het kader van zijn opdracht is het referentielaboratorium ermee belast :

1° de laboratoria die hun erkenning aanvragen te onderwerpen aan een technisch onderzoek en aan de procedure omschreven in artikel 4. Het accreditatiecertificaat voor de normen ISO 17025 of GLP voor de analyse van nitraatstikstof in de bodem vervangt het technisch onderzoek;

2° de voorwaarden voor de verwezenlijking van de analytische methodes te beproeven voor de laboratoria die niet beschikken over het accreditatiecertificaat voor de normen ISO 17025 of GLP voor de analyse van nitraatstikstof in de bodems;

3° deel te nemen aan de nationale of internationale werkgroepen in verband met de methodes en technieken inzake monsternemingen, metingen ter plaatse en analyse van nitraten in de bodems;

4° de methodes voor de monsternemingen, metingen ter plaatse en analyse van nitraten in de bodems te ontwikkelen, te verbeteren en te beproeven;

5° volgens de voorwaarden bepaald door het opvolgingscomité opgericht in artikel 10, het bestuur technisch te ondersteunen;

6° volgens de voorwaarden bepaald door het opvolgingscomité opgericht in artikel 10, de opdrachten uit te voeren voor rekening van het bestuur in verband met de opdracht van het referentielaboratorium.

§ 2. In het kader van die referentie-opdracht kunnen volgende taken uitbesteed worden om het referentielaboratorium bij te staan :

1° de coördinatie van de organisatie van de drie maal per jaar verrichte interlaboratoriumproeven;

2° de uitwerking en de bijwerking van een gegevensbank met de analyse-uitslagen ontdekt door de erkende laboratoria;

3° de statistieke ondersteuning van het referentielaboratorium voor de verwerking van de uitslagen van de interlaboratoriumproeven.

Art. 8. De referentiemethodes voor de dosering van het niveau van de potentieel uitspoelbare stikstof in de bodem worden bepaald door de Minister bevoegd voor waterbeleid.

Art. 9. De laboratoria die hun erkenning aanvragen dragen de kosten van de erkenningsprocedure. De erkende laboratoria nemen eveneens de kosten van de interlaboratoriumproeven die drie maal per jaar uitgevoerd worden, over. Het tarief van de prestaties van het referentielaboratorium in het kader van de erkenningsaanvragen en van de interlaboratoriumproeven wordt door de Minister vastgesteld na voorstel van het opvolgingscomité waarvan sprake in artikel 10.

Het referentielaboratorium houdt een gescheiden boekhouding van de ontvangsten en de uitgaven in verband met de uitoefening van de opdracht van het referentielaboratorium; die boekhouding wordt door het bestuur gecontroleerd.

Het referentielaboratorium legt de Minister een jaarverslag voor in verband met de activiteiten uitgevoerd in het kader van deze opdracht.

Art. 10. Een comité, hierna opvolgingscomité genoemd, wordt opgericht voor de opvolging van de opdracht van het referentielaboratorium.

Het opvolgingscomité voert volgende opdrachten uit :

1° de uitwerking van en het onderzoek naar procedures voor de planificatie, de uitvoering, de analyse, de verslaggeving over en de doeltreffendheid van het systeem van interlaboratoriumproeven;

2° de beoordeling van de performantie van de laboratoria die deelnemen aan de interlaboratoriumproeven op grond van hun uitslagen;

3° de verificatie van de organisatie van de interlaboratoriumproeven om er de onpartijdigheid van te waarborgen;

4° de behandeling van de eventuele bezwaren in verband met de erkenning, waarbij de eindbeslissing over die bezwaren onder het bestuur valt;

5° de uitwerking van eventuele aanbevelingen in verband met de erkenningsprocedure;

6° de oprichting van technische werkgroepen;

7° de goedkeuring van het jaarverslag van de opdracht van het referentielaboratorium;

8° de goedkeuring van en de controle over de uitgaven in verband met het referentielaboratorium.

Art. 11. Het opvolgingscomité bestaat uit :

1° de Minister of diens vertegenwoordiger;

2° de directeur-generaal van het bestuur of diens vertegenwoordiger, die het voorzitterschap op zich neemt;

3° de verantwoordelijke van het referentielaboratorium of diens vertegenwoordiger;

4° de verantwoordelijke van het (de) instelling(en) belast met de bijstand aan het referentielaboratorium of diens vertegenwoordiger(s) in voorkomend geval;

5° afhankelijk van de agenda kunnen de personen van het bestuur, het referentielaboratorium of de deskundigen die bijdragen tot de goede werking van het comité uitgenodigd worden; die personen worden gekozen door de voorzitter van het opvolgingscomité;

6° de Inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de Minister van Leefmilieu;

7° een vertegenwoordiger van de door het Waalse Gewest erkende laboratoria kan als waarnemer zetelen.

Het opvolgingscomité stelt zijn huishoudelijk reglement op waarin bepalingen opgenomen zijn in verband met de specifieke financiële verbintenissen. Desnoods spreekt het zich bij gewone meerderheid uit.

HOOFDSTUK IV. — *Verplichtingen van de erkende laboratoria, intrekking van de erkenning*

Art. 12. Wat betreft de analyses van potentieel uitspoelbare stikstof, is elk erkend laboratorium ertoe verplicht :

1° de personeelsleden van de Afdeling Water toe te laten tot de lokalen van het laboratorium en alle stukken in te laten zien die verband houden met de analyses en de boekhouding;

2° de verantwoordelijke van het referentielaboratorium of diens gemachtigde toe te laten tot de lokalen van het laboratorium en alle stukken in te laten zien die verband houden met de analyses;

3° zich te schikken naar de onderrichtingen van het Belgisch Normalisatie-instituut en naar de richtlijnen van de Afdeling Water voor wat betreft de analyse-omstandigheden en de opstelling van de daarmee verband houdende protocollen;

4° de uitslagen van de analyses uitgevoerd als erkend laboratorium over te maken aan het referentielaboratorium of aan de instelling die het moet bijstaan, binnen de termijnen en met inachtneming van de door laatstgenoemde bepaalde vorm, om een gegevensbank daarover aan te vullen;

5° de uitslagen van de analyses niet mee te delen aan andere derden dan het referentielaboratorium of de instelling die het moet bijstaan, zonder toelating van de Minister;

6° deel te nemen aan de interlaboratoriumproeven waarvan sprake in de artikelen 5, 7 en 10;

7° de Afdeling Water in te lichten over elke wijziging betreffende de gegevens die in de erkenningsaanvraag zijn medegedeeld.

Art. 13. Gaat het erkende laboratorium over naar een andere natuurlijke of rechtspersoon of bij samensmelting of overname van de rechtspersoon waaraan de erkenning is verstrekt, moet de aanvraag worden overgedaan.

Die aanvraag moet in overeenstemming zijn met het bepaalde van artikelen 3 en 4.

In die gevallen bedraagt de termijn om de aanvraag in te dienen drie maanden vanaf de bekendmaking van de verandering in het *Belgisch Staatsblad*.

Als de aanvraag niet ingediend wordt in die termijn, wordt de erkenning door de Minister ingetrokken. Het intrekkingbesluit wordt aan betrokkene medegedeeld en per uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 14. § 1. De erkenning kan door de Minister voorlopig of definitief ingetrokken worden indien :

1° de informatie die overeenkomstig artikel 3 is overgemaakt niet overeenstemt met de werkelijke toestand;

2° de bepalingen van artikel 12 niet in acht worden genomen;

3° de monsternemingsprocedures bepaald door de Minister niet nageleefd worden;

4° de analyse-uitslagen systematisch betwistbaar worden verklaard, onder andere na advies van het opvolgingscomité dat is uitgebracht op grond van de interlaboratoriumproeven waarvan sprake in de artikelen 5, 7 en 10.

§ 2. Vóór de intrekking van de erkenning krijgt het betrokken laboratorium een waarschuwing bij aangetekend schrijven; het wordt verzocht zijn verweermiddelen te gelde te maken binnen een termijn van één maand.

§ 3. Het besluit tot intrekking van de erkenning wordt met redenen omkleed. Het wordt aan betrokkene medegedeeld en per uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 15. De lijst van de erkende laboratoria wordt door het bestuur bijgehouden.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 16. § 1. Tot aan de officiële erkenning kan ieder laboratorium dat de gezamenlijke technische voorschriften, bepaald door de Minister voor wat elk laboratorium betreft, naleeft, en meer bepaald de laboratoria van het analyse- en raadgevingsnetwerk REQUASUD, als door het bestuur erkend worden beschouwd.

§ 2. Worden de technische voorschriften bepaald door de Minister voor wat elk laboratorium betreft, niet nageleefd, kan het bestuur het voordeel van § 1 dat een laboratorium geniet, weigeren of intrekken.

Art. 17. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2008.

Art. 18. De Minister, bevoegd voor het Waterbeleid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 februari 2008.

De Minister-President,
R DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 970

[C — 2008/27043]

14 FEVRIER 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au suivi, par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL), de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive européenne (91/676/CEE) du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.177, D.413bis, R.188 à R.229, R.459 et R.460;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 12 octobre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 octobre 2007;

Vu l'avis 43.748/4 du Conseil d'Etat, rendu le 21 novembre 2007;

Vu l'avis favorable de la Commission consultative de l'Eau, rendu le 12 décembre 2007;